

La responsabilité sociale de l'entreprise dans les banques : cas de la Banque Populaire

Chahrazad TAHRI

Cadre de banque

Bd Allal El Fassi, lot el Hasnaoui, rue A 1 n° 7. Oujda

06.61.46.61.79

Chahrazad0912@gmail.com

Résumé

La responsabilité sociale de l'entreprise dans les banques : cas de la BP

La responsabilité sociale de l'entreprise est une thématique dominante en sciences de gestion et une exigence stratégique conçue par les grands organismes internationaux (Bureau International du Travail, Commission Européenne, Organisation des Nations Unis...). Elle est devenue un vocable fréquemment utilisé depuis plusieurs années dans le milieu managérial notamment des banques et un sujet récurrent de débats et d'échanges entre praticiens, professionnels et managers d'entreprises et établissements de crédits. Ceci est dû à plusieurs facteurs notamment des scandales financiers, écologiques et sociaux à caractère répétitif, le développement des ONG, l'implication des partenaires sociaux au sein des banques et la prise de conscience de l'opinion publique des impacts négatifs de la mondialisation et la nécessité d'intégrer le développement durable et de prendre en compte les dimensions sociale et environnementale.

Cet article porte sur une revue de la littérature concernant la RSE. En même temps, nous essayerons de mettre en exergue et la RSE dans les banques et l'expérience de la Banque Populaire en tant qu'entreprise citoyenne et leader dans le secteur bancaire africain.

Mots-clés : Responsabilité sociale de l'entreprise, Développement durable, Entreprise citoyenne, Pratiques managériales, Gestion des ressources humaines, Banque Populaire.

Classification JEL : M1 – Administration des affaires.

Introduction

Depuis la fin des Trente Glorieuses¹ jusqu'au premier choc pétrolier 1973, les crises économiques et sociales ont commencé sous l'effet de plusieurs facteurs et ont pris de multiples dimensions. J.J.S-Schreiber (1981)² signale, à ce propos, que « Sous les coups de boutoir des hausses du prix du pétrole et des performances des robots, les années 80 se présentent comme celles du chômage, de la baisse du niveau de vie, des conflits sociaux et continentaux ».

Nous assistons depuis les années quatre-vingt à un changement de régime international qui correspond à un transfert de l'hégémonie du cadre stato-national vers des entités privées et déterritorialisées (F.Bédécarrats, 2012) et la dégradation du rôle de l'Etat providence. Certains auteurs parlent de l'éviction du politique par le marché (J.Laroche, 2002) et donc l'autonomie de multiples opérateurs économiques notamment les firmes multinationales est de plus en plus croissante hypothéquant la capacité d'action de l'acteur étatique aussi bien que sa crédibilité³.

J.Laroche⁴ souligne que les entreprises doivent assumer les coûts de leur puissance et adopter des mesures coordonnées afin de prévenir les risques de dépréciation de leur réputation ou de défaillance du système. Il s'agit bien de la mondialisation avec toutes ses dimensions, ses avantages et ses inconvénients sur les sociétés. C'est un concept « fourre tout⁵ » dont chacun lui donne sens en fonction de ses propres objectifs. Le problème est de savoir le degré de compatibilité entre le développement économique et le développement durable au sens littéral du terme.

Dans ce cadre, Mme Gro Harlem Brundtland⁶, dans son rapport présenté à l'Organisation des Nations Unies sur le développement durable et le gouvernement de l'entreprise en 1987⁷, souligne que « le développement durable doit répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre la possibilité de répondre à ceux des générations à venir ». Cette citation a été confirmée et

1FOURASTIE Jean. « Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975 ». Paris, Fayard, 1979, 300 p. (Rééd. Hachette Pluriel n° 8363).

(Appellation de Jean Fourastié en 1979 et qui désigne la période prospère connue par la plupart des pays industrialisés après la deuxième guerre mondiale (2GM)).

2SCHREIBER J-J-S. « Le défi mondial ». Edition : Brodard et Taupin. Collection : Le livre de poche ». Le 1er trimestre 1981. 480 pages. P : 1.

3 LAROCHE Josepha. « La mondialisation: lignes de force et objets de recherche ». Revue internationale et stratégique n°47, 03/2002, pp. 118–132.

4BEDECARRATS Florent. Thèse Doctorale « La MF entre utilité sociale et performances financiers. Le rôle des normes dans la gouvernance d'un secteur mondialisé ». Thèse soutenue le 22.06.2012.

5 EL OUDRI Abdelkader. «La mondialisation économique: les acteurs et les spectateurs». Editions : Orientale Oujda, 1999. 83 pages. P : 1.

6Mme BRUNDTLAND Gro Harlem: premier ministre norvégien en 1987.

7WIEDEMANN-GOIRAN Thierry, PERIER Frederic, LEPINEURS François. «Développement durable et gouvernement de l'entreprise: un dialogue promoteur». Edition: D'organisation. 2003. P : 4.

approfondie lors du sommet de la terre tenu à Rio, sous l'égide des NU, en 1992 et qui a officialisé la notion du développement durable dont les trois piliers sont une économie efficace, une écologie soutenable et un social équitable.

En outre, le concept de la RSE est intimement lié à la mise en œuvre du développement durable par les entreprises. Ainsi comment développer des activités génératrices de croissance et d'emplois avec la prise en considération en parallèle des enjeux sociaux et environnementaux. Autrement dit, quelles sont les pratiques managériales de l'entreprise notamment les banques à l'heure de la RSE?

Le cadre théorique de la RSE

Etymologiquement, le terme « responsabilité » trouve son origine dans le droit⁸. C'est une promesse solennelle qui génère un engagement. En effet, être responsable, c'est répondre à ses actes, à ses décisions et de leurs conséquences et accepter d'en rendre compte⁹. Par ailleurs « social » en anglais, signifie un sens plus large en rassemblant la responsabilité sociale interne (les salariés) et externe (la communauté externe). La notion de la RSE a pour origine la locution anglo-américaine « corporte social responsibility »¹⁰. Cette notion est apparue dans les années 1950 aux Etats Unis à partir des considérations éthiques et religieuses et s'est limitée à des actions philanthropiques et charitables.

Deux visions du concept peuvent être dégagées de l'analyse de la littérature, à savoir une vision restrictive et une autre élargie. Milton Friedman a résumé la vision étroite de la RSE dans sa célèbre formule « the business of business ». Ceci limite le concept dans la seule responsabilité économique depuis les années 70: « Il y a une et une seule responsabilité sociale de l'entreprise : celle d'augmenter ses profits, tant qu'elle respecte les règles du jeu, c'est-à-dire qu'elle s'engage dans une concurrence ouverte et libre, sans tricherie, ni fraude »¹¹. Cette conception néolibérale est justifiée par le manager par la défense de l'intérêt financier des actionnaires et par conséquent la négligence de l'impact des activités de l'entreprise sur l'environnement économique, social et naturel.

En revanche, un mouvement de développement durable et de la RSE s'est progressivement développé sur la scène, suite à plusieurs catastrophes écologiques et accidents industriels ces trente dernières années, en vue de trouver une conciliation entre la performance économique et les besoins sociaux

8 D'INTRONO Jean-Pierre. « La responsabilité sociale remet-elle en cause la spécificité des PME ? ». Actes de la 1ère journée du CERMAD. Cahier de recherche : ESCM 2006. P : 144.

9 CAPRON Michel. « L'économie éthique privée : la responsabilité des entreprises à l'épreuve de l'humanisation de la mondialisation ». 2003. 72 pages. P : 9.

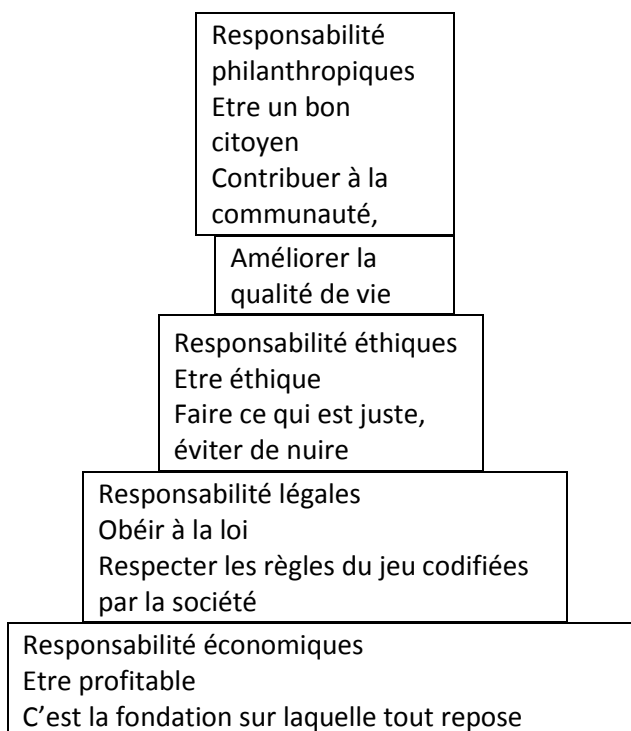
10CAPRON Michel et LANOIZELEE Françoise-Quairel. « La responsabilité sociale des entreprises ». Édition : La découverte. 2007. 128 pages. P : 13.

11Sobczak André et Minvielle Nicolas. « Responsabilité globale: manager le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises ». Edition : Vuibert. 2011. 240 pages. P : 14.

et environnementaux d'où une vision plus élargie qui intègre les attentes et les intérêts légitimes de toutes les parties prenantes.

Ainsi, les partisans et les dirigeants de cette vision impliquent dans leur stratégie divers enjeux notamment les préoccupations sociales, la préservation de la biodiversité, la lutte contre le réchauffement de la planète, la lutte contre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités, etc. C'est dans cette optique que la définition large de la responsabilité sociale de l'entreprise a conduit vers la pyramide de Carroll qui distingue une hiérarchisation des différentes responsabilités de l'entreprise à savoir les responsabilités économiques, juridiques, éthiques et philanthropiques.

Figure 1. La pyramide de la RSE de Carroll



Source : SOBCZAK André et MINVIELLE Nicolas. Op.cit 2011. P: 17. In ABBASSI Abdelaali.« La perception de la responsabilité sociale et environnementale par les dirigeants des PME : l'influence des facteurs psychosociaux ». 2014. 295 pages.

1.1. L'évolution historique du concept de la RSE

La recherche d'un mode de développement économique qui respecte l'équilibre social et écologique est le pari de tous les parties prenantes et particulièrement les grandes, les moyennes et les petites entreprises. Depuis les années 1950, les réflexions ont évolué à travers quatre étapes essentielles à savoir¹² :

- Les années 1950/1960 : C'est l'époque de l'apparition de la notion pour la première fois. Les études cherchaient à déterminer les responsabilités de l'entreprise à l'égard de la société schématisées comme suit : Objectif- philanthropie; Motivation- moralité; Stratégie- ad hoc; Initiateur- administrateur; Initiative- passive, aucun suivi.

- Les années 1970 : Il s'agit d'un courant qui a essayé de détecter et gérer les problèmes pertinents de la RSE et de travailler sur le concept de la sensibilité sociétale de l'entreprise. Objectif- philanthropie; Motivation- intérêt à long terme; Stratégie- systématique; Initiateur- manager; Initiative- réactive; Suivi assistance à des questions spécifiques.

- Les années 1980/1990 : C'est l'époque de l'apparition de la définition des performances sociétales de l'entreprise et des réponses aux divers questions liées aux principes « éthiques » de l'entreprise et à leur application. D'où l'approche plus active suivante : Objectif- investissement social local; Motivation- intérêt à long terme; Approche stratégique; Initiateur- entrepreneur, consultants; Initiative proactive; Suivi- soutien et contrôle par des ONG.

- Les années 2000 : Il s'agit de la recherche par l'entreprise de l'identification des facteurs extra financiers qui permettent la réconciliation aussi bien entre la performance économique et celle sociale et écologique et donc la contribution au développement durable. Ainsi, le schéma est le suivant : Objectif- qualité/compétitivité du milieu opérationnel; Motivation- intérêt direct propre; Stratégie- intégrée; Initiateur-tous niveaux de management; Initiative- intégrée au processus décisionnel; suivi incorporé aux objectifs de management.

1.2. Les concepts liés à la responsabilité

- Responsabilité sociale ou sociétale : Le social couvre plusieurs sens et rend la notion de la RSE ambiguë et complexe. Si le social est limité seulement aux relations employeurs- salariés, la dimension du développement durable est exclue avec tout ce qui est relatif à la société. Par conséquent, le mot sociétal désigne tout ce qui relève de la société au sens large.

- La réceptivité sociale : C'est un terme managérial qui signifie qu'une entreprise est socialement responsable lorsqu'elle s'adapte loyalement aux changements imposés par son environnement sociopolitique de manière

12 BOUAKLINE Fatima. Thèse doctorale : « La responsabilité sociale des entreprises et la performance globale : cas des entreprises marocaines ». 2013. 386 pages. P : 24.

appropriée. Carroll¹³ définit la réceptivité sociale comme étant la capacité d'une firme à répondre aux pressions sociales, autrement dit c'est la réaction de défense. En outre, Wood¹⁴ présente deux concepts de cette notion à savoir c'est un concept écologique qui propose une adaptation organisationnelle aux conditions environnementales et le management des relations qui lient la société avec les différentes parties prenantes.

- Le développement durable : Il n'y a pas longtemps, le développement était synonyme de progrès et de plus grande maîtrise des incertitudes. Mais le voilà ébranlé par des effets potentiellement dévastateurs. La notion de développement durable trouve son origine dans les réflexions menées par les écologistes depuis les années 1970 à l'occasion de la conférence de Stockholm en 1972 sur le thème de l'économie de développement et la prise en compte de l'environnement dans tout développement afin d'avoir une gestion raisonnable et rationnelle des ressources naturelles à long terme pour pouvoir assurer une croissance durable pour les générations futures.

En outre, le développement durable est un concept présenté comme la solution à cette tension entre progrès et nouvelles menaces. A l'occasion de la conférence de Rio de Janeiro en 1992¹⁵, les représentants de 150 pays ont adopté des repères¹⁶ notamment l'agenda 21 qui visent à concilier le progrès économique, l'équité social et la préservation de l'écologie. Et par conséquent, un certain nombre de principes à savoir la précaution, la prévention, la démocratie participative, l'articulation entre le global et le local, le court et le long terme, la responsabilité, la solidarité, la gestion économique, etc. Il a aussi ses grandes théories regroupées en trois courants : les solutions technologiques, la réforme organisationnelle et la sortie du développement. Le développement durable se trouve au centre de débats géopolitiques engageant la paix et l'avenir de l'humanité.

- L'entreprise citoyenne : L'entreprise citoyenne est une entreprise qui appartient à une cité et qui y joue pleinement son rôle. Elle est considérée comme une personne civique titulaire de droits et de devoirs¹⁷. L'entreprise est donc citoyenne dans la mesure où elle intègre dans ses choix économiques, la dimension collective de son environnement et plus précisément :

13 BOUAKLINE Fatima. 2013. P : 85. Op.cit.

14 Ibid.

15 REYNAUD Emmanuelle (Directeur). Collectif. « Le développement durable au cœur de l'entreprise. Pour une approche transverse du développement durable ». Edition : Dunod. 2006. 256 pages. P : 6.

16 FLIPO Fabrice. « Le développement durable ». Edition : Bréal. 12/09/2014. 128 pages.

17 <http://www.oeconomia.net/private/cours/economieentreprise/themes/entreprisescitoyenne.pdf> (Consulté le 18/01/2015).

- L'entreprise a un rôle économique fondamental de création de richesse. C'est une conception traditionnelle qui confère à l'entreprise ce rôle d'optimisation de la combinaison productive en faisant varier les facteurs de production.

- Les rôles sociaux de l'entreprise sont essentiels à la vie en société et sont diversifiés en commençant d'abord par la fourniture des emplois qui est le premier rôle de l'entreprise, puis par l'organisation de la vie au travail à travers des conditions de travail acceptables et enfin par l'implication de la société dans la formation, la qualification et l'insertion de ses salariés.

- Le rôle environnemental de l'entreprise : La protection de l'environnement est devenue une préoccupation centrale des entreprises suite aux effets dévastateurs du progrès purement économique. En France¹⁸, la réglementation et la vigilance des entreprises garantissent une bonne protection de l'environnement, ce qui n'est malheureusement pas le cas au plan international surtout pour les USA et la Chine qui sont les plus grandes puissances économiques dans le monde et dont leurs activités industrielles et agricoles transforment l'environnement négativement et dans ce sens, ces deux pays sont les plus responsables des émissions de gaz à effet de serre, de la production de déchets radioactifs...

Kotler (1998)¹⁹ souligne que l'entreprise citoyenne se préoccupe, par exemple, des problèmes économiques de son pays et s'intéresse aussi à des problèmes d'ordre social et écologique, etc. Quant à Libert (1996, p.96)²⁰, il considère une entreprise citoyenne est « une entreprise- petite, moyenne, grande ou publique ou une organisation, service, public, administration ou organisme culturel ou éducatif qui, au-delà de ses activités directes, désire protéger son environnement social et physique, et se solidariser de l'équilibre et du destin de la communauté dans laquelle elle vit et dont elle vit ».

Ainsi, pour récapituler, une entreprise « citoyenne » est une entreprise qui accepte de mettre l'intérêt de la société et de l'humanité au même niveau que son intérêt propre. Ce qui implique qu'elle reconnaît devoir supporter les conséquences de ses actes et d'autre part avoir le souci de l'intérêt général.

Les pratiques managériales des entreprises à l'heure de la RSE

Les préoccupations sociales et environnementales de l'entreprise citoyenne en tenant compte des relations avec les parties prenantes ont exigé des politiques et des stratégies adéquates dans le dessein d'améliorer les conditions internes de travail de l'entreprise et de ses salariés avec son environnement extérieur.

18<http://www.oeconomia.net/private/cours/economieentreprise/themes/entreprisecitoyenne.pdf> (Consulté le 18/01/2015).

19 BOUAKLINE Fatima. 2013. Op.cit. P : 97.

20 Ibid.

2.1. La gestion des ressources humaines entant qu'aspect de la RSE et les préoccupations sociales

Dans la littérature consacrée au développement du management, et dont la RSE est au cœur de ce management des entreprises, l'implication des salariés entant que facteur primordial de réussite de cette stratégie est l'objectif recherché en particulier par les politiques des ressources humaines.

Selon Peretti (1995)²¹, la réponse aux nouveaux défis des années 90, passe par quatre idées force du management des RH :

- La flexibilité de l'emploi, de l'aménagement du temps, des rémunérations, de la formation et de l'organisation du travail doit répondre aux mutations de l'environnement, aux sollicitations internes et externes.

- L'individualisation des rémunérations, des carrières, des horaires et de l'organisation des temps de travail doit optimiser l'utilisation des RH.

- L'implication doit favoriser la mobilisation des RH (culture, projet d'entreprise).

- L'innovation sociale.

2.2. La portée de la RSE

Dans ce contexte, la Commission Européenne (2001, P. 7)²² souligne « Etre socialement responsable signifie non seulement satisfaire pleinement aux obligations juridiques applicables mais aussi aller au-delà, et investir davantage dans le capital humain, l'environnement et les relations avec les parties prenantes ». Et donc la RSE concilie entre les choix stratégiques des entreprises, les attentes de salariés et la relation avec les PP tout en prenant en compte que les générations futures sont des générations d'être humain.

Pour certains auteurs notamment Brummer (1991) et Bouakline (2013) « Les entreprises doivent favoriser activement les projets sociaux même lorsqu'ils entrent en conflit avec la maximisation de la valeur créée. La RSE consiste alors en une prise en compte volontaire d'attentes qui sont exprimées aux niveaux de la société dans son ensemble ».

2.3. La stratégie RH liée à la RSE

Le diagnostic socio-économique relève les insatisfactions des salariés en situation de travail et cela est dû aux conditions défavorables dans le milieu du travail, des pratiques irresponsables de la part des entreprises dans plusieurs cas, des décisions de licenciements inopportuns ou de fermeture des unités de production comme la décision prise par l'entreprise DANOUÉ²³ de fermer des entités de production à Evoy de calais ce qui a conduit au boycott causant une

²¹CHAOUKI Farid. « La GRH Maroc. Une étude sur l'implication des salariés ». Edition : 1ère Edition 2011. 282 pages. P : 44.

²²Commission Européenne. « Livre vert : promouvoir un cadre européen pour la RSE ». 07/2001. En ligne : <http://europa.eu.int/comm/empementsocial/social/soc-dial/csr/greenpaper-en.pdf>

²³REYNAUD Emmanuelle. 2006.

baisse de 10% du chiffre d'affaire durant la période de l'action. Quant à l'entreprise Total, elle a subi des critiques et accusations en 1995 de la part des ONG à cause de l'emploi des enfants ou d'esclaves dans leurs chantiers.

La stratégie de gestion des RH dans sa vision interne de l'entreprise reflète les principaux volets du management des RH qui sont destinées à la valorisation de salarié à savoir²⁴ : le recrutement la gestion prévisionnelle, l'intégration, la formation, la gestion des carrières et évaluation, la politique de rémunération, satisfaction des salariés, la communication, l'écoute, le dialogue, la santé et la sécurité au travail, le licenciement et la dimension citoyenne.

En outre, nous allons énumérer cinq facteurs essentiels des pratiques de la GRH qui constitue un volet essentiel de la RSE:

- La rémunération : C'est la contrepartie et du travail et de la création de sa richesse versée aux salariés. Pendant longtemps, elle était considérée comme un coût, mais actuellement, c'est un élément stratégique de la performance de l'entreprise. Les individus sont, généralement, plus sensibles aux caractères individuels de la rémunération qu'aux aspects globaux touchant à sa pratique. Dyer et Thériault (1976)²⁵ précise que l'individu éprouve de la satisfaction à l'égard de deux dimensions du salaire, son montant et sa gestion. En plus, Mowday et al (1993)²⁶ affirment que la perception de l'équité de la rémunération est corrélée à l'implication organisationnelle.

- La formation : C'est un pilier essentiel de la politique RH dans le dessein de valoriser et promouvoir le capital humain. Cette politique diffère dans son application d'une entreprise à une autre, d'un pays à un autre. Mais généralement lorsque nous parlons d'une entreprise citoyenne, la formation est primordiale afin d'améliorer les capacités des salariés à suivre les nouveautés technologiques, juridiques, organisationnelles...pour être toujours vigilants et informés de l'environnement économique, social, etc. Dans ce cadre, EDIVINSSON Leif²⁷ considère que « Le capital humain est la combinaison des connaissances du personnel de son travail, de son esprit d'innovation et de ses capacités ».

- L'amélioration des conditions de travail : Ce sont l'ensemble des facteurs (à l'exclusion des facteurs individuels) qui influencent les conduites et la qualité de vie au travail. Trois niveaux d'analyses peuvent être distingués²⁸ :

- Les conditions intrinsèques du travail : posture, bruit, éclairage, technologie...

24MERCIER Samuel. « L'éthique dans les entreprises ». Paris. Édition : La Découverte. Collection : Repères. 2004. 119 pages. P : 70.

25 CHAOUKI Farid. 2011. Op.cit. P: 192.

26Ibid.

27LEPISSEIER Jean Christophe. « Manager une responsabilité sociale ». Edition : Liaison. 05/2001. 104 pages. P : 55.

28 EL AIDOUNI Mostafa. « Gestion des RH et développement de l'entreprise ». Edition : TahaHoussein. 137 pages. P : 97.

- Les conditions extrinsèques : horaires, rémunération, promotion, relations hiérarchiques...

- L'environnement du travail : transport, législation, logement, environnement géographique et social.

- La gestion des carrières du personnel : Elle entre dans le programme de développement des compétences humaines et de donner des pistes d'épanouissement pour les salariés sous l'égide de la direction RH et des entités concernées. MARTORY Bernard et CROZET Daniel (1988)²⁹ considère que l'appréciation qui fait partie des pratiques des RH « s'inscrit dans une perspective d'amélioration de relations de travail en favorisant le dialogue entre les responsables hiérarchiques et leurs collaborateurs. Au cours des entretiens nécessaires à sa mise en œuvre ». Dans ces entretiens exploratoires, cette dimension des pratiques de gestion des RH constitue la collaboration et le soutien de l'entreprise au profit de ses salariés. Les objectifs de l'appréciation pour R.MONIE et M.M.THENENET³⁰ sont : l'amélioration du climat social, le développement de la responsabilisation, l'évaluation des potentiels afin d'avoir une vision des compétences et de dresser un bilan dans le dessein de prévoir un plan de développement des RH sur le court et le moyen terme des salariés.

- La gestion prévisionnelle des RH : C'est un segment essentiel des RH et de sa politique sociale. La GPRH a pour finalité « de permettre à l'entreprise de disposer, en temps voulu, du personnel ayant les compétences et la motivation nécessaires pour pouvoir et vouloir exercer les activités et assumer les responsabilités »³¹. Ainsi, trois étapes sont prises en compte dans la politique de GPRH à savoir :

- La prévision des besoins en emplois.
- La prévision des ressources.
- Les ajustements pour équilibrer entre les besoins et les ressources.

La responsabilité environnementale

Elle s'exprime par la volonté de préserver l'environnement naturel et la biodiversité contre toute dégradation provoquée par les activités industrielles et agricoles. Cette préoccupation majeure à l'échelle de la planète suite aux effets dévastateurs du progrès économique et technologique, les ONG et les partisans du développement durable luttent pour pouvoir généraliser la RSE qui prend en compte le côté écologique sur l'ensemble des entreprises et pays afin de faire face et limiter les conséquences négatives du développement strictement économique. Kant considère que « Agir de façon que les effets de ton activité soient compatibles avec la performance d'une vie authentiquement humaine sur

29 MARTORY Bernard et CROZET Daniel. « GRH ». 3ème édition : Nathan. 12/1988.

30 BOUAKLINE Fatima. 2013. Op.cit. P : 129.

31 BESSEYERE Charle Henri DES HORTES. In BOUAKLINE Fatima. 2013. Op.cit. P: 133.

terre et de façon que les effets de ton action ne soient pas destructeurs pour la possibilité future d'une telle vie ». D.TREMBLAY et D.CORNIER (1995)³² rejoignent cette idée et ajoutent « l'entreprise qui s'acquitte d'une certaine responsabilité environnementale déploie des effets entre autre sur les activités suivantes :

- La réduction de la consommation de l'énergie.
- La réduction de la production des déchets.
- La recherche des matières premières moins nuisibles à l'environnement et la vocation vers les énergies renouvelables.
- L'amélioration des techniques de production capables de diminuer les déchets toxiques.
- L'installation d'équipements aptes à réduire la pollution de l'eau ou de l'air.

Toutes ces politiques doivent être entreprises afin de faire face aux risques écologiques qui sont des aléas d'origine naturelle et technologique causant des dommages sur la biodiversité et la vie des êtres humains d'une manière directe ou indirecte et qui montrent le revers de la médaille. Ce sont des risques d'ordre permanent (déchets toxique, gaz à effet de serre, réchauffement de la planète, inondation, sécheresse...).

Par conséquent, un Système de Management Environnemental (SME) doit être mis en place dans une entreprise sur la base de la volonté de contrecarrer ces risques technologiques et la pollution de notre environnement à travers un mode de production, de gestion et d'organisation visant à maîtriser ces impacts dévastateurs sur l'environnement. La démarche de SME exige une démarche environnementale via un système (PDCA) : plan (planifier Do (faire- mise en œuvre), check (vérifier- contrôle) ACT (agir- revue de direction) qui se traduit par la roue de Deming- principes du PDCA³³.

Ainsi, le rôle des parties prenantes notamment les ONG, les pouvoirs publics, les partenaires économiques...dans l'intégration de la RSE dans les entreprises est primordial.

La RSE dans les banques

Les banques sont en général de grandes entreprises qui ont un fort impact sur le tissu économique. Leur métier les place au cœur des conséquences sociales et environnementales des activités des entreprises qui bénéficient de leur concours. De ce fait, leur métier leur confère une responsabilité particulière notamment l'intégration progressive de cette préoccupation à leurs pratiques depuis une quinzaine d'années afin de répondre à la demande de la société civile et les bailleurs de fonds. Cet engagement des banques se décline sous différentes formes :

- Amélioration des conditions de travail en interne.

32MERCIER.S. 2004. Op.cit. P : 73.

33 BOUAKLINE Fatima. 2013. Op.cit. P : 149.

- Réduction de l’empreinte écologique de l’entreprise.
- Mécénat, philanthropie et/ou financement d’œuvres sociales.
- Partenariats avec des ONG, clients institutions de microfinance.
 - Offre de produits et services responsables : prêts verts, investissements socialement responsables (ISR), épargne solidaire...
- Maîtrise des risques environnementaux et sociaux (E&S) des investissements.

4.1. Les bénéfices d’une politique RSE dans une banque³⁴

- Management environnemental interne : Baisse des coûts de fonctionnement.
- Gouvernance (actionnaires, investisseurs) : La stabilité de l’actionnariat, l’accès au financement long terme (bailleurs de fond, investisseurs) et la qualité des décisions stratégiques.
- Maîtrise des risques « E et S » : L’amélioration de la qualité du portefeuille, la baisse du risque de crédit et de marché et les opportunités de nouveaux financements.
- Ressources humaines : La productivité, l’innovation, la rétention des talents et l’amélioration du dialogue social.
- Relations publiques (société civile, ONG, presse) : La baisse de l’exposition à la critique, l’amélioration de l’image, la réputation et le développement de partenariats.
- Relation client : L’enrichissement du dialogue (services extra-financiers), la stabilité des dépôts, la fidélisation, l’innovation produit et l’ancrage local.

4.2. Les risques E&S des portefeuilles des banques

Tous projet financé par les banques, quels que soient ses finalités, est susceptible de porter atteinte aux populations et à l’environnement. Nous pouvons citer à titre d’exemple :

- Secteurs à forts risques : Infrastructure, agriculture à grande échelle, mines, textile, énergie...
- Secteurs à risques modérés : Transport, construction à petite échelle, petite agriculture, petites et moyennes entreprises...

4.3. L’impact des risques E&S sur le niveau de risques de la banque³⁵

- Risque de crédit : Défaut de paiement et rééchelonnement de la dette.
- Risque de financement : Accès aux prêts des bailleurs et coût des ressources.
- Risque de filière : Pratiques élargies au secteur et dévaluation du marché.
- Risque de réputation : Nationale et internationale.

34 EL AAMRI Jawad (Directeur de la fonction conformité à la BCP). Module de formation de la BP sur la RSE dans les banques. 10/2014.

35 EL AAMRI Jawad (Directeur de la fonction conformité à la BCP). 10/2014.

- Risque légal : Transfert potentiel de responsabilité de l'emprunteur.

4.4. Pourquoi un système de management des risques E&S ?

- Dans le dessein d'identifier et d'évaluer les impacts E&S liés aux financements.
- Dans le dessein d'identifier et d'évaluer les implications financières de ces impacts.
- Dans le dessein d'améliorer le processus d'approbation des crédits.
- Dans le dessein de minimiser les événements négatifs et maximiser le développement d'opportunités financières E&S.
- Ceci peut être réalisé par l'intégration de la gestion des risques E&S dans le cycle de projet.

Le cas de la Banque Populaire : étude qualitative

5.1. Le contexte du groupe banque populaire (GBP)³⁶

PROPARCO³⁷ a accordé en 2011 une ligne de financement à long terme au GBP, dans le cadre de l'accompagnement qu'apporte le GBP aux entreprises installées en zones franches, essentiellement pour leurs besoins de financements à long terme en devises dans le cadre des plans d'investissement qui s'inscrivent dans le plan Emergence.

La SFI³⁸ est devenue actionnaire de la BCP dans le cadre d'une augmentation de capital, en 2012.

5.2. La vision stratégique sociale et environnementale

Le Groupe Banque Populaire (GBP) a toujours inscrit son rapport avec son environnement dans une démarche éminemment citoyenne, pour s'élargir à la notion de la RSE. Cette démarche en tant que mode de production de valeurs universellement reconnues, est fondée sur un ensemble d'obligations et préoccupations sociétales assumées par l'entreprise à l'égard de ses différentes parties prenantes, tout en préservant la rationalité économique, à savoir l'intérêt de l'entreprise.

La déclaration de politique générale sociale et environnementale de la BCP s'appuie sur les valeurs suivantes³⁹ :

³⁶ Ibid.

³⁷ Filiale de l'agence française de développement (AFD) dédiée au financement du secteur privé. Elle a pour mission de favoriser l'émergence d'un secteur privé fort, dynamique et innovant en faveur d'un développement durable dans les pays du sud.

http://www.proparco.fr/site/proparco/Accueil_PROPARCO (Consulté le 09/12/21014).

³⁸ La société financière internationale est une structure de la BM, créée en 1956. Sa création s'avère nécessaire car la banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ne peut accorder des prêts à des investisseurs privés que si l'Etat où œuvre l'entreprise se porte garant du prêt. Ainsi, la SFI est créée de façon à pouvoir assurer l'octroi de prêt ne nécessitant pas de garanties étatiques.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Soci%C3%A9t%C3%A9_financi%C3%A8re_internationale (Consulté le 09/12/21014).

³⁹ EL AAMRI Jawad. 10/2014. Op.cit.

- L'engagement fort dans le développement économique et social du pays.
- La proximité et la spécificité coopérative de ses banques populaires régionales.
- La bancarisation des populations.
- La forte incidence sociale des activités de ses fondations.
- L'engagement éthique auprès de sa clientèle, ses sociétaires, ses fournisseurs, son capital humain et ses autres partenaires.
- Le respect de l'environnement.
- Et le développement durable.

5.3. Les engagements du GBP

- Couvrir l'ensemble des activités du GBP (BCP, BPR, et sept filiales).
- Démontrer la mise en place par le GBP de tous les moyens nécessaires en vue de la mise en œuvre et le fonctionnement du SEMS (politique, structure, ...).
- Développer une politique E&S.
- Désigner des responsables E&S.
- Reporting externe.

5.4. L'approche générale⁴⁰

L'importance des procédures de contrôle des risques dépend du ou des secteurs d'activité dans lesquels l'intermédiaire financier est actif (immobilier, tourisme, industrie, ménages...).

Clef de succès : les procédures d'évaluation environnementale et sociale doivent être intégrées dans les procédures existantes de l'intermédiaire financier.

En raison de l'augmentation croissante de l'exposition aux risques environnementaux et sociaux, l'évaluation des risques devient progressivement plus détaillée.

La revue environnementale préalable, idéalement, devrait être réalisée dans le cadre de l'étude des demandes de financement.

5.5. La gestion du risque E&S : la boîte à outils⁴¹

- La liste d'exclusion.
- Le formulaire de catégorisation.
- Les check-lists.
- La fiche de liaison.
- Le plan d'actions correctif.
- Les clauses contractuelles.
- Les directives EHS (développées par le groupe banque mondiale (63), la BERD (17), FMO...).

5.6. La SGES : définition et missions

⁴⁰Ibid.

⁴¹EL AAMRI Jawad.10/2014. Op.cit.

C'est un système interne de gestion des risques qui permet de gérer et d'évaluer les risques environnementaux et sociaux des projets financés par la banque. Le GBP s'est engagé à élaborer ce SGES qui consiste à développer et mettre en œuvre une politique de RSE, une démarche d'évaluation des risques environnementaux et sociaux (E&S) qui sera intégrée dans l'analyse des risques que le Groupe conduit avant l'octroi des prêts et pendant leur suivi. En outre, le GBP s'est engagé également à implémenter le SGES au niveau des filiales marocaines et subsahariennes durant le premier semestre 2014.

La SGES se base sur un ensemble d'actions et de procédures mises en œuvre simultanément au niveau du système actuel de gestion des risques à savoir :

- Mise en conformité des activités de l'institution financière avec les normes S&E.
- Eviter de financer des projets à risques sociaux et environnementaux élevés.
- Due diligence E&S raisonnable avant décaissement.
- Suivi adéquat des projets pendant la durée du remboursement.
- La méthodologie SGES adoptée se base sur les fondements internationaux de l'analyse des risques E&S composés de trois piliers⁴² :
 - Le screening par rapport aux secteurs et activités sensibles ou interdits au financement (liste d'exclusion de l'IFC) : le système s'appuie sur la vérification de non exclusion des projets à financer.
 - La catégorisation des projets suivant le profil de risque social et environnemental global : les formulaires de catégorisation permettent de classer les demandes de financement par niveau de risque social et environnemental global.
 - L'analyse des risques E&S de chaque projet financé via une check-list adaptée au contexte national et en fonction de chaque catégorie (qui sont au nombre de quatre), permettant d'établir un diagnostic de la performance sociale et environnementale des projets par secteur d'activité. Des questionnaires sectoriels sont mises en place afin de mettre en évidence les risques et impacts potentiels spécifiques à chaque secteur.

Le cas de la BP : étude quantitative

La BP participe à différentes manifestations économiques, sociales, environnementales, culturelles et sportives aussi bien au niveau national que régional.

6.1. Le sponsoring : cas de la Banque Populaire Régionale d'Oujda

⁴²Rapport Annuel du GBP. 2013. 142 pages. P : 31.

Tableau 1 : Demande de sponsoring de l'année 2014 et leur sort

Rang et sort	Manifestation	Organisateur	Date
1	Conférence sous le thème : Motivation, succès, inspiration-	EHEI	25-janv-14
2	Tournoi de mini-foot	Association Nibrass	04-07/02-14
3: Acceptée	Evénement Orientation Carrefour	ORIENTATION CARREFOUR	Du 07-02-14 Au 09-02-14
4: Acceptée	La 1ère édition du Forum des Métiers	(ACOE) Alliance des Cadres d'Orientation Educative de l'Orientale	15-févr-14
19	المهرجان الأول للسلامة الطرقية	منظمة السنايل الوطنية	Du 12-02-14 Au 22-02-14
5	Voyage dans le temps et à travers le monde	EHTP	05-mars-14
6	تحديات التنمية رهينة بمناهضة الفقر والإدمان	Ass de défi contre la pauvreté et toxicomanies région orientale	05-mars-14
7	Portes ouvertes EHEI	EHEI	07-08/03/14
8	La journée de la femme	Association Al Majd pour l'éducation le développement et la culture	08-mars-14
9: Acceptée	La 1ère édition de la journée d'étude : Développement du Journalisme et de la Communication	Bureau des étudiants de la filière Journalisme et Publicité, Ecole Supérieure de Technologie, Université Med 1er.	12-mars-14
11: Acceptée	La 5ème Edition du Festival RABIE EL ANDALOUS	Association NASSIM AL ANDALOUS	22-mars-14
12: Acceptée	المنتدى الإقليمي للإعلام والتوجيه	L'académie rég de l'éducation et formation	Du 26-03-14 Au 27-03-14
10	Film court métrage	Azzedine Missaoui	20-28/03/14
13: Acceptée	Journée Portes Ouvertes	Ecole Nationale des sciences Appliqués	30-mars-14

14	Grand prix Mohammed premier 2ème édition	ENSAO	01-avr-14
15:Acceptée	La troisième édition de la rencontre du cinéma et de l'immigration à Oujda sous le thème « مستقبلنا في بلادنا »	Association Solidarité pour le Développement et l'Immigration Oujda	Du 03-04-14 Au 06-04-14
16:Acceptée	La 4ème course nationale sur la rue 10 KM	Renaissance sportive de Berkane - section athlétisme -	06-avr-14
17	La 4ème édition du festival des sciences de l'oriental	Fondation Omar ibn Abdelaziz	Du 11-04-14 Au 13-04-14
18	Village de l'orientation "une bonne orientation un gage de réussite"	Réseau des jeunes de Figuig pour le développement	Du 11-04-14 Au 13-04-14
20	مهرجان الفرسان	منظمة الكشف المغربي - بركان-	12-13/04/14
22	Caravane Sakane 2014	MYRIADE	Au 20-04-14
23	2ème édition du festival AIN SFA	Association les amis d'AIN SFA (LADAS)	Du 17-04-14 Au 20-04-14
21	Tournoi de foot	مدرسة السلام لكرة القدم أحفير	14-21/04/14
26	Sunamique des infrastructures au Maroc: nouvel élan pour une économie en émergence	ENSAO - GENIE CIVIL	26-avr-14
25:Acceptée	Ingénieurs & Managers de l'Oriental : La pierre angulaire du dév de la région	ENCGO & ENSAO Club Ingénieurs Managers de l'Oriental	Du 26-04-14 Au 27-04-14
27	Compétition de talents	جمعية فكرة للتنمية	Du 03-05-14 Au 04-05-14
24	Célébration du 11 ^{ème} anniversaire du prince Moulay el Hassan	الجمعية الإسماعيلية للتنمية الاجتماعية بالجهة الشرقية	Du 20-04-14 Au 08-05-14
28:Acceptée	29èmes journées	Syndicat des médecins	Du 09-05-14

	Médicales de l'oriental	du secteur libéral d'Oujda	Au 10-05-14
31	Séminaire	ICG	16-mai-14
30:Acceptée	11èmes journées pharmaceutiques de l'Oriental	Syndicat régional des pharmaciens d'officine d'Oujda	Du 16-05-14 Au 17-05-14
29	4ème édition des semaines culturelles	ENSAO - BDE	Du 11-05-14 Au 18-05-14
32	La 2 ^{ème} édition du festival nat du théâtre pour l'enfant à Jerada	فيدرالية جمعيات إقليم جرادة	Du 21-05-14 Au 25-05-14
33	17èmes journées dentaires de l'oriental	Syndicat professionnel des médecins dentistes de la région d'Oujda	Du 23-05-14 Au 25-05-14
34:Acceptée	1ère édition de l'oriental Golf Trophée	Association des golfeurs de l'Oriental	01-juin-14
35	Activité scolaires, éducatives et culturelles	AssRég Union Nationale des Femmes du Maroc Oujda (U.N.F.M)	01-juin-14
	Semaine activité sociales, éducatives et culturelle	Assrégionale union nationale des femmes du Maroc (UNFM)	01-juin-14
36:Acceptée	1 ^{ère} édition des journées scientifiques de l'internant d'Oujda	Amicale des médecins internes d'Oujda	Du 05-06-14 Au 06-06-14
37:Acceptée	2ème édition du Festival International de Bridge de L'amitié	STCO	Du 05-06-14 Au 08-06-14
	تظاهرة رياضية	جمعية أشبال بنيدر ارال للكراتي	Du 24-06-14 Au 25-06-14
	زيارة لرياض المسنين	جمعية التنمية لمساعدتي الصيدلة بولاية وجدة	19-juil-14
39	مهرجان ليالي رمضان	Association Chouala pour l'éducation et la culture section Ahfir	Du 20-07-14 Au 22-07-14

40	جمعية الشرفاء للتنمية	مهرجان السماع الصوفي تحت شعار أثار السماع وآدابه	Du 23-07-14 Au 24-07-14
41	1er salon de l'art de vivre	Oriental FM	Du 11-08-14 Au 13-08-14
	1er festival culturel et touristique de Benikoulal	Association Benikoulal	Du 15-08-14 Au 17-08-14
	Festival du rire	Association AlWasl	04-08/09/14
42	2ème édition du festival de cavalerie traditionnel	Ass El kheir de fantasia, d'élevage de chevaux et de préservation du patrimoine commune rurale de béni Khaled	Du 12-09-14 Au 14-09-14
43	Soirée sous le thème "rouge et noir"	UCEMO (union des étudiants en médecine à Oujda)	-
44	Journée culture japonaise	ENSAO - club nippon sekai	-
45	Demande de matériel bureautique et informatique	Union Natation Oujda	-
46	Demande de subvention	جمعية حسنة بني مطهر لكرة القدم	-
47	Subvention	Etoile sportive Oujda	-
48	Fête de fin d'année	الأكاديمية الجهوية للتربية والتكوين للجهة الشرقية نيابة وجدة أنجاد	-
49:Acceptée	Compétition d'athlétisme	CLUB AMAL OUJDA	SAISON 2014
50	Financement du programme annuel de l'association	Association médical pour l'assistance et la réinsertion sociale	SAISON
51:Acceptée	Financement du programme annuel de l'association	الجمعية الخيرية الإسلامية – مؤسسة الرعاية الاجتماعية – دار الطالب	SAISON 2014
52	Programme annuel	جمعية مستقبل ولد الشريف	SAISON
53	مهرجان لعلاوي العاشر بمدينة	جمعية عين سبيلية للفنون	Du 10-08-14

	دبدو	الشعبية	Au 13-08-14
54:Acceptée	Tournoi international de taekwondo "le taekwondo, un art de vivre"	Association Oujda sport pour le développement	Du 31-10-14 Au 02-11-14
55	KHALID KORRIE	Demande d'une assistance technique et ou financière	15-nov-14
56	SAMIR STAOUI	Demande de financement d'un projet de recherche	SAISON
57	منسق الفدرالية الوطنية المغربية لجمعية أمهات وآباء وأولياء التلاميذ – الجهة الشرقية	طلب دعم	Du 03-04-14 Au 05-04-14
	Participation à la saison régulière de basketball	RSB Basketball	saisons régulière 2014-2015

Source: Direction Marché des Particuliers et Professionnels de la BP Oujda

D'après la DMPP d'Oujda, le budget consommé en 2014 sur le marché des particuliers et professionnels est de 150000 dhs contre 105000 dhs en 2013, ce qui signifie une augmentation signifiante au cours d'une année et une implication de plus en plus dans ces activités économiques et socioculturelles.

6.2. La participation de la BP dans diverses activités dans le cadre de la RSE

Colonies de vacances BP⁴³ : Chaque année, les enfants du personnel de notre Groupe et ceux des clients MDM profitent d'un programme riche et diversifié durant la période estivale. C'est une opération qui mobilise un nombre important de personnes : personnel de la DRH, médecins et personnel médical, équipes d'encadrement pédagogique et culturel, personnel de service, services de transport et de restauration, etc.

Ainsi, l'édition 2014 qui marque le 41^{ème} anniversaire des colonies de vacances BP, a connu des améliorations et des nouveautés considérables qui sont venues égayer le séjour des enfants et la rendre plus attrayante et attractive. Par conséquent, les enfants cibles âgés de 8 à 13 ans ont pu suivre un programme pédagogique, artistique et culturel encore plus riche et diversifié durant les deux

43 BP NEWS : Magazine Interne du GBP. N°246 3ème trimestre 2014. P : 30.

périodes (du 12 au 24 juillet et du 02 au 16 août) au sein des centres d'Ifrane, d'Agadir et de Tanger.

Dans le même contexte, les journées ADOS dédiées aux adolescents de plus de 13 ans à 17 ans sont organisées chaque année pendant les vacances scolaires du printemps aux centres d'estivages d'Ifrane, Bouznika et la perle bleu Saïdia. Ces adolescents bénéficient d'un programme diversifié et riche pédagogique, artistique et culturel animé par des spécialistes en la matière notamment des coaches.

« Entreprise sans tabac »⁴⁴ : la BP primée pour la quatrième fois consécutive et reçoit le label Or.

Programme « Plages propres »⁴⁵ : La fondation Banque Populaire obtient une 3^{ème} consécration par l'attribution du label « Pavillon bleu » à la plage d'Arekmane à Nador dans le cadre de ce programme national. Une reconnaissance de plus pour l'engagement et le travail fourni par la FBP dans le domaine de la préservation du littoral marocain. Cette récompense est également reconduit au niveau des plages de Haouzia et de Sidi Rahal, respectivement pour la 8^{ème} et 6^{ème} année d'affilée.

En tant que partenaire de premier plan de la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'Environnement, la FBP assure, en effet, la mise à niveau de ces trois sites balnéaires, en plus de celui de Ras El Ma, en collaboration avec la Division Achats et Moyens Généraux, BP Shore Immo et la BP Nador-Al Hoceima.

La BP participe aux journées de l'environnement de Marchica : Dans le cadre de sa stratégie E&S, la BP œuvre pour l'éducation environnementale à travers son soutien aux activités économiques, sociales et environnementales dans toutes les régions du pays. Nous citons à titre d'exemple, la participation de la BP Nador-Al Hoceima aux journées de l'Environnement, organisées le 7 juin 2014 par l'Agence Marchica⁴⁶. Cet événement avait un double objectif qui se résume dans la promotion de la culture de la préservation de l'environnement et la présentation de l'offre immobilière de cette station balnéaire.

La BP accompagne le Forum International de l'Etudiant⁴⁷ : La BP affirme son soutien aux jeunes et à la vie estudiantine dans le contexte de sa stratégie visant à développer le marché des jeunes et à promouvoir les offres dédiées à ce segment. Les équipes du réseau BCP, de Maroc Assistance Internationale et de la Banque des Particuliers et des Professionnels ont collaboré de concert en vue de réussir cet événement et présenter une image de marque auprès des jeunes visiteurs de ce salon qui a accueilli un nombre important de visiteurs, avec plus de 1500 prospects, constitués principalement de jeunes âgés de 17 à 25 ans,

44 Journal Les Afriques, le 13/06/2014.

45 BP NEWS : Magazine Interne du GBP. N°243. 3^{ème} § 4^{ème} trimestre 2013. P : 33.

46 BP NEWS : Magazine Interne du GBP. N°245. 2^{ème} trimestre 2014. P : 13.

47 Ibid.

témoignant du succès de la contribution de la BP dans ce grand salon dédié aux étudiants et aux professionnels de l'enseignement.

La BP et l'INSEA récompensent les meilleurs projets de fin d'études : Dans le cadre d'une convention de partenariat signée en 2011 entre les deux institutions qui vise à encourager et à promouvoir les travaux d'excellence allant dans le sens de l'approfondissement de la recherche dans les différentes filières enseignées à l'INSEA, le GBP et cette institution ont organisé le 27 mars 2015 au Centre National de Formation à Casablanca, la cinquième édition du Prix de la Recherche Statistique récompensant les quatre meilleurs projets de fin d'étude réalisés au sein de cet Institut.

La BP accompagne le SIAM 2014 avec un dispositif novateur : Lors du 9^{ème} édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc, qui s'est déroulée du 24 avril au 03 mai 2014, la BP a profité de cette occasion annuelle pour confirmer son soutien indéfectible aux opérateurs des secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, en prenant part, en tant que Sponsor Gold, à cet événement d'envergure.

La BP s'est illustrée avec un espace « conférences » et un espace « Salle des marchés » qui a accueilli pour la première fois dans un salon au Maroc, une table de Trading dotée d'outils de pointe, connectés en temps réel aux marchés sur lesquels sont cotés les produits agricoles.

La BP a placé ce salon sous le signe de l'Afrique. En outre, en partenariat avec la Banque Atlantique, la Banque de la PME a convié une délégation d'hommes d'affaires africains, opérant dans les secteurs agricole et agro-industriel de 7 pays de la zone UEMOA. Ces chefs d'entreprises ont pu découvrir et les multiples filières et les nouveautés présentées et les opportunités de business au Maroc.

Entre autre, la BP participe à plusieurs d'autres activités de différentes natures et collabore avec d'autres partenaires dans la réussite de plusieurs actions soit par le sponsoring, le conseil, l'implication de l'Association Sociale, Sportive et Culturelle du Personnel de la BP...tels que la participation dans les soirées musicales (Aïssaoua durant le mois de Ramadan, spectacle de musique andalouse pour la fête de la musique, partenariat de la BP du 20^{ème} Festival de Fès des musiques Sacrées du monde en 2014...), l'organisation des pièces théâtrales (« Bienvenue au dîner » organisé le 19 juillet 2014 au Nadi de la BP et présenté par DOUNIA BOUTAZOUT et AZIZ EL HATTAB), la fondation par notre collègue M.MohamedAmzil de l'Association Marocaine de Calligraphie qui a su gagner ses lettres de noblesse au Maroc et à l'International⁴⁸.

Quant à sa stratégie avec le personnel, la BP en collaboration et concertation avec les partenaires sociaux œuvrent toujours pour l'amélioration

48 BP NEWS : Magazine Interne du GBP. N°246 3ème trimestre 2014. P : 32.

des conditions de travail et la satisfaction des besoins sociaux et financiers du capital humain levier primordial et source des résultats satisfaisants qui confirment chaque année les performances remarquables réalisées par notre Banque, la montée en puissance des filiales et la bonne intégration de la Banque Atlantique.

Dans ce cadre, le personnel de la BP bénéficie de plusieurs avantages sociaux à savoir la Mutuelle de Prévoyance de la BP (MPBP) avec un taux de couverture allant de 85% à 100%, des plafonds considérables et des prises en charge remarquables dans différents domaines de la santé, la retraite complémentaire, les aides à la scolarité notamment à l'étranger en faveur des niveaux universitaires, des prêts sociaux avec des taux très bas, l'aide sociale, les cérémonies de départ à la retraite des collègues avec la remise des cadeaux et des certificats de mérite, l'organisation de la fête annuelle en faveur du personnel et de la fête de la femme à l'occasion du 8 mars avec la remise des fleurs et des cadeaux pour chaque femme, des congés de maternité 3mois demi solde et 3 mois sans solde, des mises en disponibilité dans certains cas sociaux, des formations internes continues notamment le brevet bancaire et l'Institut des Techniques de Banques (l'ITB), des séminaires dans le cadre du plan de formation....

Conclusion

Durant cet article, nous avons essayé d'éclaircir l'origine du concept de la RSE ainsi que sa définition et les concepts liés à cette notion, les pratiques managériales de la RSE pour conclure par le cas de la BP.

Nous avons essayé de montrer que la RSE en tant que pratique managériale nouvelle surtout dans les pays en développement est perçue différemment au niveau des entreprises. En promouvant le développement durable dans le management des entreprises qui tient compte de la rationalité économique, l'équité social et la préservation de l'environnement, la RSE constitue, sur le plan stratégique, un engagement permanent avec les parties prenantes pour faire face contre la dégradation de la biodiversité et le bien être humain.

En effet, la RSE qui essaye de concilier entre performance économique, sociale et environnementale, connaît des défaillances en termes d'opérationnalisation et d'indicateurs de la performance sociale et écologique. Certes, l'intérêt économique se fonde sur des indices comptables pour apprécier l'entreprise. Mais l'intérêt social et environnemental requiert davantage de recherche en termes d'indicateurs de mesure de la performance sociale et environnementale.

Nous pouvons dire que le rôle des parties prenantes notamment les ONG, les pouvoirs publics, les partenaires économiques...est essentiel dans l'intégration de la RSE dans les entreprises et que les pratiques de la RSE se développent et

s'épanouissent dans les entreprises marocaines au fur et à mesure et sont corrélés avec la performance globale.

Références bibliographiques

Livre :

CABY, J., HIRIGOYEN, G. 2005. « Création de valeur et gouvernance de l'entreprise ». Editions : Economica.

CAPRON, M. 2003. « L'économie éthique privée : la responsabilité des entreprises à l'épreuve de l'humanisation de la mondialisation ».

CAPRON, M., LANOIZELEE F-Q. 2007. « La responsabilité sociale des entreprises ». Édition : La découverte.

CHAOUKI, F. 2011. « La GRH Maroc. Une étude sur l'implication des salariés ». Edition : Compétences Conseil.

Commission des Communautés Européennes. 2001. « Promouvoir un cadre européen pour la RSE ». Livre vert, Bruxelles.

EL AIDOUNI, M. 2004. « Gestion des RH et développement de l'entreprise ». Edition : TahaHoussein.

EL OUDRI, A. 1999. "La mondialisation économique: les acteurs et les spectateurs". Editions : Orientale Oujda.

FLIPO, F. 2014. « Le développement durable ». Edition : Bréal.

FOURASTIE, J. 1979. « Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975 ». Editions : Paris, Fayard, (Rééd. Hachette Pluriel n° 8363).

LAPOINTE, A., GENDRON, C. 2005. « La responsabilité sociale d'entreprise dans le PME, option marginale ou enjeu vital ? ». Les cahiers de la Chaire-collection recherche n° 6. En ligne : <http://www.crsdd.uqam.ca/pages/docs/pdfCahiersRecherche/062005.pdf>

LEPISSIER, J-C. 2001. « Manager une responsabilité sociale ». Edition : Liaison.

MARTORY, B., CROZET, D. 1988. « GRH ». 3ème édition : Nathan.

MERCIER, S. 2004. « L'éthique dans les entreprises ». Édition : La Découverte.

REYNAUD, E, Collectif. 2006. « Le développement durable au cœur de l'entreprise. Pour une approche transverse du développement durable ». Edition : Dunod.

ROSE, J-J. 2006. « RSE : pour un nouveau contrat social ». Editions : De Boeck&Larcier, 1^{ère} édition.

SCHREIBER, J-J-S. 1981. « Le défi mondial ». Edition : Brodard et Taupin.

SOBCZAK, A., MINVIELLE, N. 2011. « Responsabilité globale: manager le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises ». Edition : Vuibert.

WIEDEMANN, G-T., PERIER, F., LEPINEURS, F. 2003. "Développement durable et gouvernement de l'entreprise: un dialogue promoteur". Edition: D'organisation.

Thèses Doctorales :

ABBASSI, A. 2014. « La perception de la responsabilité sociale et environnementale par les dirigeants des PME : l'influence des facteurs psychosociaux ».

BEDECARRATS, F. 2012. « La MF entre utilité sociale et performances financiers. Le rôle des normes dans la gouvernance d'un secteur mondialisé ».

BOUAKLINE, F. 2013. « La responsabilité sociale des entreprises et la performance globale : cas des entreprises marocaines ».

Articles publiés dans les actes de congrès :

BAZILLIER, R, LEONARDO. 2011. « Les PME et le développement durable. Enquête sur l'application de la RSE dans les PME en région centre ». Document de Recherche n° 2011-04. En ligne : http://www.univ-orleans.fr/leo/images/espace_perso/bazillier/WP_2605.pdf

BERGER-DOUCE, S. 2006. « L'appropriation de la RSE par les PME : la démarche collective au service de l'engagement environnemental ». Bulletin OeconomicaHumana, Volume 4, Numéro 11.

CANFIN, A., NAHAPETIAN, N. 2005. « La RSE dans les PME ». Alternatives économiques, hors série (09/2005). N/Réf : 0068471741.

D'INTRONO, J-P. 2006. « La responsabilité sociale remet-elle en cause la spécificité des PME ? ». Actes de la 1ère journée du CERMAD, cahier de recherche : ESCM. Tours, France, P : 144.

DUPUIS, J-C., LE BAS, C. 2007. « Les leviers des démarches RSE en PME : cadre d'analyse et premiers résultats ». Revue Internationale PME, Volume : 20, N° 3-4.

EL AAMRI, J. 2014. Module de formation de la BP sur la RSE dans les banques pour le mois d'octobre. Casablanca, Maroc. P : 1-41.

M'HAMDI et TRID. 2009. « La RSE au Maroc : une étude empirique auprès des PME de la région de Fès Boulemane ». 11es journées scientifiques du Réseau Entrepreneuriat, 27, 28 et 29 mai 2009. INRPME, Trois-Rivières, Canada. En ligne : http://www.entrepreneuriat.auf.org/IMG/pdf/A13C42_FINAL.pdf

Revues :

LAROCHE, J. 2002. « La mondialisation: lignes de force et objets de recherche ». Article publié dans la revue internationale et stratégique n°47, pp. 118-132.

BP NEWS. 2013. Magazine Interne du GBP, N°243, 3^{ème} £ 4^{ème} trimestre.

BP NEWS. 2014. Magazine Interne du GBP, N°245, 2^{ème} trimestre.

BP NEWS. 2014. Magazine Interne du GBP, N°246, 3^{ème} trimestre.

Rapport Annuel du Groupe Banque Populaire. 2013.

Référence Internet :

<http://www.oeconomia.net/private/cours/economieentreprise/themes/entreprisecitoyenne.pdf> (Consulté le 18/01/2015).

<http://www.oeconomia.net/private/cours/economieentreprise/themes/entreprisecitoyenne.pdf> (Consulté le 18/01/2015).

http://www.proparco.fr/site/proparco/Accueil_PROPARCO (Consulté le 09/12/21014).

http://fr.wikipedia.org/wiki/Soci%C3%A9t%C3%A9_financi%C3%A8re_internationale (Consulté le 09/12/21014).

Liste des tableaux

Tableau 1 : Demande de sponsoring de l'année 2014

Direction des **M**archés des **P**articuliers et **P**rofessionnels (DMPP). 2014.

Tableau 2 : Dossiers de sponsoring acceptés par la BP Oujda en 2014

Liste des figures

Figure 1 : La pyramide de la RSE de Carroll

SOBCZAK, A., MINVIELLE, N. 2011. P: 17.